

CAMEROUN
et maintenant ?
enquête dirigée par Paul BERNETEL

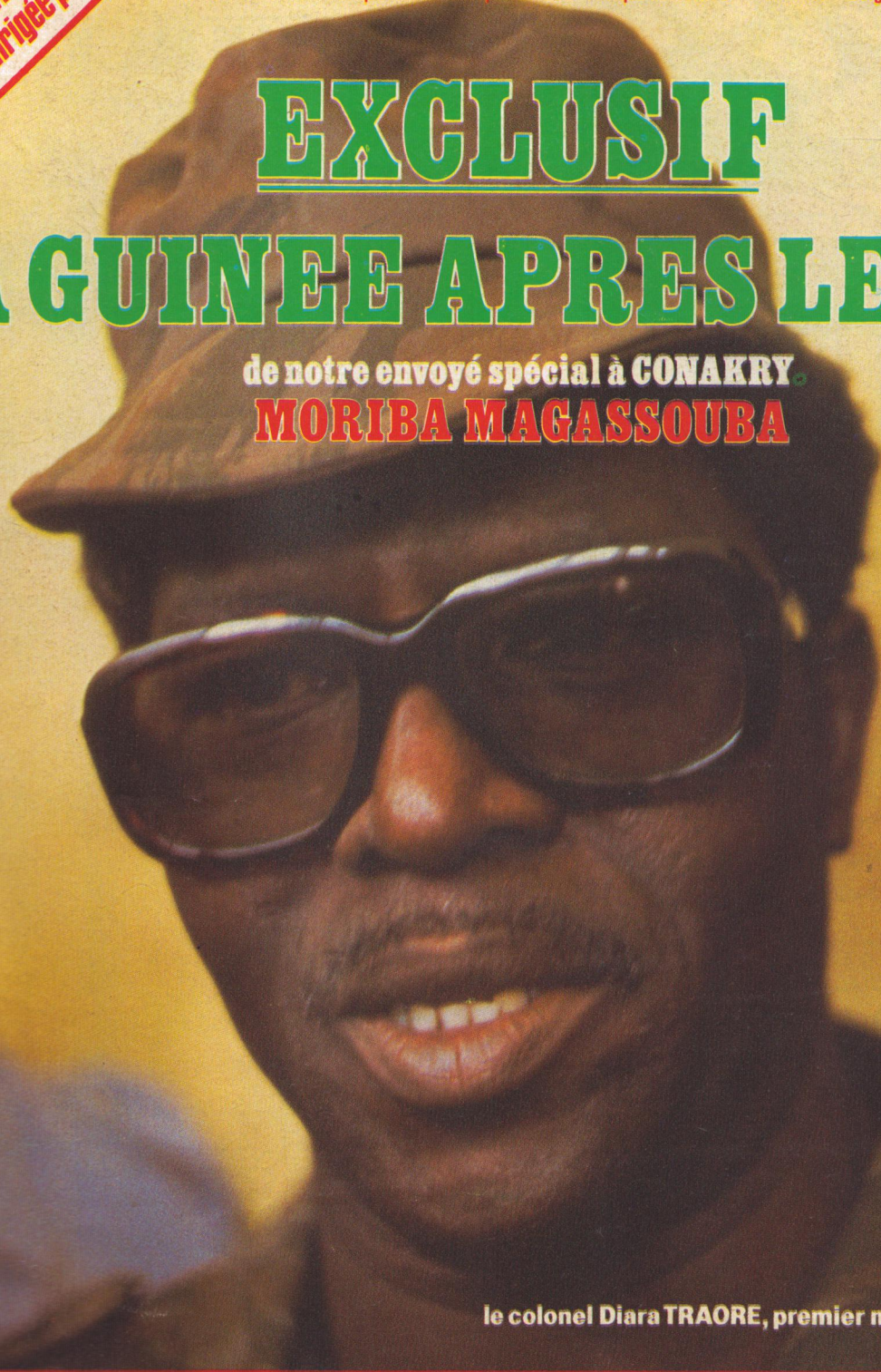
AFRICA

N°161 - MAI 1984 - Afrique Noire Francophone : 500 - Afrique du Nord : 5 - France : 10 - Belgique : 65 - Suisse : 4,20 - Canada, USA : 2

EXCLUSIF

LA GUINEE APRES LE CHOC

de notre envoyé spécial à CONAKRY
MORIBA MAGASSOUBA



le colonel Diara TRAORE, premier ministre guinéen

CÔTE D'IVOIRE : les coopérants s'en vont
VOYAGE à LOME par Noël EBONY
MARVIN GAYE : mort d'une star

POLITIQUE LA GUINEE APRES LE CHOC

Par notre envoyé spécial Moriba MAGASSOUBA

Il a fallu le choc du coup d'Etat militaire du 3 avril pour réveiller les Guinéens "zombifiés" par vingt-six années de dictature. L'heure est à l'espoir. Le nouveau pouvoir se veut modéré et magnanime, mais il aura fort à faire pour que renaisse la Guinée.

Plus rien ne sera comme avant", avait lancé sentencieusement le Premier ministre guinéen, le colonel Diarra Traoré à un auditoire debout comme un seul homme, applaudissant à tout rompre, dans une ambiance indescriptible. L'enthousiasme qui déferlait par vagues successives d'applaudissements nourris, sur le parterre de cadres et de hauts responsables qui avaient pris d'assaut l'imposante salle de conférence du «Palais du Peuple» à Conakry, n'avait assurément rien de factice. On était bien loin, en cet après-midi du vendredi 20 avril, de l'ambiance faussement décontractée de la "grand messe de la révolution guinéenne" où le grand maître du culte officiait face à ses ouailles tout de blanc vêtues, hurlant, dans un bel ensemble, à l'unisson, les habituels et sempiternels slogans. Malheur à celui qui n'y mettait pas suffisamment de conviction.

Les bravos et les vivats d'une foule bigarrée où — signe des temps — la cravate était, à nouveau, à l'honneur, ne devaient rien à la crainte, à l'habitude ou à un quelconque automatisme. Oui,

Les nouveaux maîtres de la Guinée: le Premier ministre (gauche) lunettes fumées, le colonel Diarra Traoré et le nouveau Président, le colonel Lansana Conté.



les temps avaient bien changé. Les jeans délavés, les blousons, les blazers et même quelques vieilles vestes en laine ressortis, presque à la hâte, d'une cantine qui achevait de rouiller au fond d'une remise, étaient arborés avec une certaine ostentation. La chaleur moite de ces derniers jours d'hivernage (la première pluie — encore un symbole ! — est tombée avec plusieurs semaines d'a-

vance) n'a guère réussi à tempérer l'ardeur presque juvénile d'une foule particulièrement surexcitée qui, paradoxalement, n'avait jamais aussi bien ... respiré que par cette terrible canicule qui, en cette période de l'année, vous prend à la gorge.

Sens des responsabilités

Sékou Touré était bien mort une seconde fois à l'aube du 3 avril 1984, emportant avec lui un régime qui pour s'être trop identifié à son fondateur pouvait difficilement lui survivre. Cette disparition avait brutalement ouvert les portes d'un changement qui parce qu'il s'était trop fait attendre, a pratiquement laissé sans réaction les Guinéens pendant près de 48 heures. Comme ces miraculés du désert qui mettent un certain temps à réhabituer leur organisme à la nourriture et à la boisson dont ils ont été longtemps privés, les rescapés de ce qui fut pour beaucoup une immense prison collective durant vingt-six longues années ("nous étions tous en liberté provisoire", a déclaré Diarra Traoré, paraphrasant le titre d'un film politique italien qui eût mérité une meilleure carrière cinématographique) ont eu quelque mal à "digérer" une liberté dont ils n'avaient plus humé

le parfum depuis fort longtemps, et qui leur tombait dessus sans crier gare.

Certes, le décès de l'ancien chef de l'Etat avait laissé filtrer une vague lueur d'espoir quant à une proche libéralisation, mais les Guinéens dans leur grande majorité n'avaient pas été préparés, loin s'en faut, à "encaisser" un choc pareil. Passés les premiers moments de stupeur, le défolement collectif qui ►►

► s'en est suivi a été à la dimension de la terreur qu'inspirait l'ancien régime à tout un peuple. C'est tout un phénomène qui aurait pu provoquer des tragédies sans nom. D'aucuns y ont vu, non sans malice, la "patte" de Sékou qui, en "politisant" l'armée aurait ainsi inculé aux militaires guinéens un sens des responsabilités inconnu de certains soudards de la région qui ont sauvagement assassiné les dignitaires des régimes qu'ils venaient de renverser.

Mais si le changement ne s'est pas traduit par de véritables chasses à l'homme dans les rues de la capitale et des villes de l'intérieur, il s'exprime à longueur de journée, parfois avec quelque excès de langage, sur les ondes de la Radiodiffusion Télévision Guinéenne (le changement de régime a été si abrupt que la "révolution" en a perdu la ... voix) qui émet, désormais, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Outre les flots de messages de soutien au CMRN en provenance de Guinéens de toutes conditions, des émissions spéciales telles que le "Téléphone vert" ou "Vous avez la parole", permettant aux citoyens de la IIème République de donner libre cours aux rancœurs et aux ressentiments accumulés des années durant, contre ceux qui, à leurs yeux, sont responsables de tous les malheurs. Des rescapés du sinistre camp Boiro se bousculent tous les jours dans les locaux de la RTG pour témoigner de leurs pénibles conditions de détention. L'oreille rivée au petit poste transistor qui fut longtemps le seul lien avec l'extérieur, les populations ne se lassent jamais d'écouter ces témoignages souvent poignants toujours pathétiques, qui constituent des charges accablantes contre les dignitaires de l'ancien régime et leur défunt chef qu'un ancien prisonnier au bord de l'hystérie, a qualifié de "chien noir" (dans les croyances populaires malinké le chien noir évoque le satan).

Ces émissions qui véhiculent une forte charge émotionnelle remplissaient pleinement leur fonction d'exutoire auprès de certaines couches de la population, essentiellement des proches parents des "martyrs" de Boiro, qui, en dépit des appels au calme et des invites au pardon du CMRN, n'en continuent pas moins à exiger un juste châtiment pour les dignitaires de l'ex-Parti-Etat appartenant aux fameux "comités révolutionnaires" de triste mémoire qui conduisaient les interrogatoires et les séances de torture. Les noms de MM. Ismaël et Siaka Touré, anciens ministres et, respectivement, frère et neveu de Sékou Touré, reviennent constamment dans la plupart des témoignages.

Les nouvelles autorités qui suivent attentivement ces "procès" instruits par l'opinion contre l'ancien régime

par prisonniers interposés, se gardent bien d'intervenir pour canaliser un débordement général qui est tout profit pour elles.

Organiser le changement

Il n'y a pas du reste que les rescapés du camp Boiro qui vouent aux gémonies l'équipe de feu Sékou Touré. Certains journalistes et animateurs de la radio, hier laudateurs zélés et dithyrambiques du "guide de la révolution", déversent, aujourd'hui, des torrents d'injures sur celui qu'ils portaient aux nues! Il nous a été ainsi donné d'entendre, au cours d'une émission intitulée: "une chanson son contenu", un animateur très connu et qui fut très proche du pouvoir défunt, traiter, ni plus ni moins, l'ancien président de "monarque-va-



Un défilement collectif à la dimension de la terreur qu'inspirait l'ancien régime.

pire qui a réuni tous les Guinéens dans le commun dénominateur de la misère" (sic), et d'autres noms d'oiseaux particulièrement féroces. C'est peut-être là le seul aspect choquant de la vaste entreprise de dénonciation des méfaits de l'ère "révolutionnaire". Mais au vu de ce que les Guinéens ont enduré pendant plus d'un quart de siècle, nul ne songera à leur marchander une compréhension dont ils n'ont, par ailleurs, que faire.

Organiser le changement. Passés les premiers moments de flottements, les militaires qui n'en revenaient pas en core d'avoir pu trancher les têtes de l'hydre révolutionnaire sans craindre qu'elles repoussent, se sont efforcés de mettre de l'ordre dans la "baraque" qui en avait bien besoin après la belle pagaille qui a suivi le coup d'Etat. On a

au cours d'un entretien, le Commandant Ibrahim Kabassan, l'actuel ministre du Barrage Konkouré et de l'Energie, qui sait de quoi il parle. L'intéressé qui a occupé plusieurs portefeuilles ministériels, en sept ans, sous l'ancien régime, avant de connaître la disgrâce et la prison au camp Boiro d'où l'ont sorti les auteurs du coup d'Etat, donne l'impression de jouir littéralement de l'exercice de responsabilités, enfin, pleines et entières, avec cette sérénité que les ministres de Sékou Touré ne connaissaient pas et pour cause, car confesse Kabassan, "nous avions tous des pantalons de feu" !.

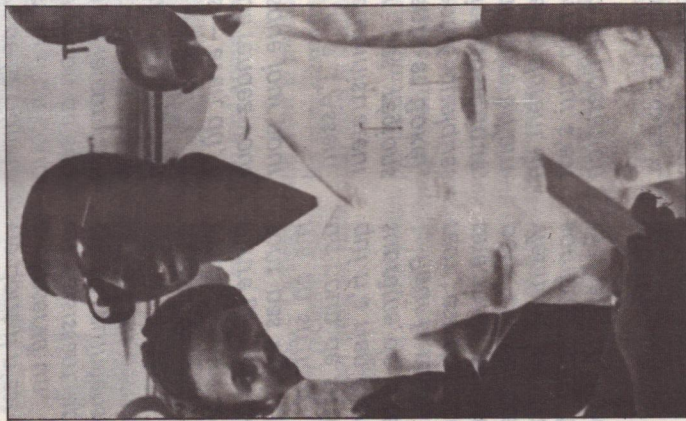
Un pays courtoisé

La Guinée qui demeure, potentiellement, le pays le plus riche de la région, bénéficie toutefois depuis l'avènement de la deuxième république, d'un capital de sympathie fort intéressant dans les milieux d'affaires internationaux, les organismes financiers et les capitales du monde occidental. Ce capital sympathie devrait assez rapidement se transformer en capital crédit pour peu que les nouvelles autorités fassent la preuve de leur sérieux et de leur détermination à conduire les importants changements structurels que réclame la relance d'une économie sclérosée. Des experts de la Banque Mondiale et du FMI devraient arriver dans les tout prochains jours dans la capitale guinéenne. Plusieurs pays occidentaux dont la France (François Mitterrand a été le premier chef d'Etat non-africain à avoir envoyé un message de félicitations au CMRN) qui devrait jouer un rôle primordial dans la réforme de l'enseignement et de la redynamisation du secteur des petites et moyennes entreprises, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis attendent avec intérêt les résultats de ces deux missions. Ce qui ne les empêche pas de se livrer sur place — par leurs représentants à Conakry — à un travail d'évaluation des besoins guinéens dans les secteurs de la coopération qui les intéressent. Les pays arabes, avec l'Arabie Saoudite comme tête de file, ont, dès le lendemain du coup d'Etat, assuré les militaires de leur volonté de continuer une coopération qui a fait de la Guinée de M. Sékou Touré leur partenaire privilégié en Afrique au sud du Sahara.

Jamais les diplomates étrangers en poste à Conakry n'ont été aussi actifs dans la capitale que lors des jours qui ont suivi le coup d'Etat. Les Libyens qui font feu de tout bois (ils se seraient engagés à approvisionner la Guinée en carburant, gratuitement, pendant deux ans, et à habiller les troupes guinéennes dont la plupart ont usé jusqu'à la corde des uniformes cent fois reprisés) tentent de forcer la main aux militaires



Ismaël Touré (ci-contre) ... et Siaka Touré (ci-dessous): le peuple réclame leurs têtes.



pour réchauffer une coopération pratiquement gelée du temps du président Sékou Touré qui s'appropriait à la veille de sa mort à dénoncer officiellement un complot libyen" visant à le renverser avant la tenue du sommet de l'OUA prévue alors pour mai 84. Mais il faut croire que le colonel Conté et son équipe ne semblent guère pressés de frayer avec la Jamahiriya qui est loin d'être en odeur de sainteté dans la région. Les Guinéens qui entendent manifestement privilégier leurs relations avec

leurs voisins sénégalais, maliens et ivoiriens, ne souhaitent nullement se les aliéner par une ouverture inconsidérée en direction de Tripoli. Les Algériens ne sont pas en reste qui ont déjà dépêché auprès des autorités guinéennes leur secrétaire d'Etat à la Coopération, à l'origine, semble-t-il, du malentendu sur l'affaire de l'invitation à la République Arabe Sahraoui Démocratique (RASD) à assister au sommet de Conakry, information qui devait être formellement démentie par le Premier ministre guinéen.

L'activisme des uns et des autres tranche étranquement avec l'insouciance de l'ambassadeur du Maroc qui devrait pourtant avoir bien du souci à se faire. Selon des informations dignes de foi recueillies à Conakry, le petit groupe de "nostalgiques" dont le lieutenant Kalaban Camara de la gendarmerie, le commandant Keita intendat du palais présidentiel et l'adjutant Kaba Camara dit de Gaulle qui avaient tenté un contre-coup d'Etat, le 5 avril et non le 7 comme cela a été rapporté par certains confrères, étaient entrés en contact avec l'ambassade du Maroc pour solliciter le concours du roi Hassan II. C'est un fait que depuis la disparition de Sékou Touré, l'image de marque du Maroc associé très étroitement à la survie d'un régime à la sécurité duquel il avait beaucoup contribué, s'est sérieusement détériorée aux yeux de l'opinion. Ce ne sont pas les dernières "révelations" faites par le colonel Diarra Traoré sur la fortune à l'étranger du Maroc vient en bonne place dans

► des pays supposés abriter la fortune des dignitaires de l'ancien régime) de la famille de Sékou Touré, qui le feront remonter dans l'estime des Guinéens dont certains n'hésitent pas à accuser le souverain chrétien d'avoir "volé" la dépouille du défunt président.

Vers le libéralisme économique

Si les responsables du CMRN qui font preuve d'un nationalisme quelque peu débridé déclarent vouloir mener une politique extérieure résolument

non-alignée, c'est d'abord à l'Occident qu'ils se sont adressés, et cela dès le matin du putsch. Que les Américains aient été les premiers informés et rassurés sur les intentions de la nouvelle équipe — moins d'une heure après la réussite de la tentative de renversement du régime — (les Français ne le seront qu'à 13 heures), cela est, à n'en point douter, significatif de la volonté des militaires d'amorcer une réelle libéralisation économique pour faire du pays un véritable pôle d'attraction avec la bénédiction de l'Occident.

Le CMRN qui semble avoir opté pour

le retour en force du privé aux affaires, va élaborer un nouveau code des investissements particulièrement attractif. Le colonel Lansana Conté, dans la déclaration d'orientation générale du CMRN en date du 11 avril dernier, a implicitement révélé l'intention du régime de dénationaliser toutes les entreprises publiques et para-publiques à l'exception de celles dont les objectifs et les performances coïncident avec la nécessité de la relance de l'économie. En clair, les nouvelles autorités n'entendent nullement traîner comme un boulet ces fameux "acquis" de la révolution

Exclusif Le colonel Diarra Traoré : "Ni capitalistes, ni socialistes, nous sommes tous azimuts !"

De son exil de Nzerékoré (à la pointe méridionale du pays, à quelques dizaines de km de la frontière libérienne), le commandant Diarra Traoré, gouverneur de cette région administrative de la Guinée forestière, venait d'apprendre la réussite d'un coup d'Etat militaire au Niger, sous la direction de son camarade de promotion ("promotion de la communauté") à l'école de formation d'officiers de la France d'Outre-mer à Fréjus, le commandant Seyni Kountché. En cette matinée du 15 avril 1974, le jeune officier — il n'avait que 39 ans — avait dû, à coup sûr, rêver d'un destin similaire. Ce rendez-vous avec le destin, il mettra dix ans, presque jour pour jour, à y arriver.

Homme politique (il a été député à l'Assemblée Nationale pendant deux ans), administrateur (il fut successivement gouverneur des régions de Koundara, Nzerékoré, Pita, Macenta et Boké), le colonel Diarra Traoré qui a effectué quelques séjours à l'étranger notamment en Union Soviétique pendant deux ans, comme attaché militaire à l'ambassade de Guinée à Moscou, et à Pékin durant un an, est également un homme de terrain qui s'est brillamment illustré pendant la guerre de libération

AFRICA. — M. le Premier ministre, à en croire ses principaux responsables dont vous-même, le CMRN ne serait ni à gauche ni à droite. Vous seriez donc... ailleurs. Quel contenu politique et idéologique donnez-vous à cet "ailleurs" ou ce "nulle part" dont se réclament généralement tous ceux qui refusent de s'aligner sur l'un des deux grands systèmes politico-idéologiques et socio-économiques qui se disputent le monde en général et les pays du Tiers-Monde en particulier ?

DIARRA TRAORE. — L'ancien régi-

nationale en Guinée-Bissau, aux côtés du regretté Amilcar Cabral dont il fut six années durant le principal conseiller militaire. De cet épisode de sa vie dont il n'est pas peu fier, le colonel Diarra Traoré a conservé un "look" guerrier dont il nous a donné un saisisant aperçu lors de sa rencontre avec les cadres guinéens au "Palais du peuple" à Conakry, le 20 avril dernier.

Bon orateur, capable d'envolées oratoires incendiaires, ayant le sens de la formule, le Premier ministre guinéen qui adore les proverbes même s'ils ne sont pas toujours heureux ("si tu gagnes une femme en sifflet", tu perdras cette même femme par un coup de sifflet"), possède une puissance vocale qui n'a rien à envier à celle de... feu le responsable suprême de la révolution. Ce qui n'est pas peu dire !

Pour le reste, l'homme qui sait se montrer chaleureux, est d'un contact très facile. On devine en lui une force de persuasion peu commune. Il en faudra pour convaincre des millions de gens qui n'en reviennent pas encore, que l'une des pages les plus sombres de la Guinée indépendante est irrémédiablement tournée.

me a fait dans la théorie et l'idéologie pendant vingt-six ans. Nous, nous disons simplement que nous sommes tous azimuts. Nous n'avons de compte à rendre à personne. Nous ne sommes à la remorque d'aucun pays. Le CMRN n'a de préférence marquée pour aucun bloc. Nous sommes pour les pays — quel que soit leur idéologie — qui veulent sincèrement coopérer et nous assister dans l'œuvre de redressement national à laquelle nous convions toutes les bonnes volontés. Ni Est, ni Ouest, ni capitalistes, ni socialistes, nous entendons rester nous-mêmes, penser et agir

en fonction des intérêts supérieurs de notre peuple.

AF. — Vous avez hérité d'une situation économique particulièrement difficile, sinon catastrophique. A quels secteurs d'activités entendez-vous vous attaquer en priorité pour relancer une économie gravement anémiée ?

D.T. — Tout, absolument tout est prioritaire ! Le préjudice subi par notre pays dans tous les domaines est extrêmement grave. Nous sommes en train de mettre de l'ordre dans la maison, de faire le ménage. Cela dit, une fois l'inventaire fait, nous définirons des prio-

inflationniste et une grave pénurie de devises.

Parce qu'ils ont réalisé la paix sociale que tous les Guinéens appelaient de leurs vœux, les militaires qui bénéficient de préjugés favorables à l'étranger et, de toute évidence, de l'adhésion des populations qui les ont accueillis en libérateurs, sont bien armés pour conduire le changement.

Mais les périls demeurent qui menacent la liberté retrouvée. Les partisans du défunt régime, à en croire, le Premier ministre, n'ont guère désarmé. Mais les menaces les plus sérieuses sont



Ph Reza / Sipa Press

rités qui tiendront compte des besoins les plus pressants de nos populations. Je vous renvoie, à cet égard, à la déclaration d'orientation générale du CMRN prononcée le 11 avril dernier par le chef de l'Etat, son Excellence le colonel Lansana Conté, qui met l'accent sur le développement rural, l'école et la jeunesse guinéennes, les conditions de la femme et, surtout, la santé publique.

AF. — Partout où ils ont été conduits à prendre le pouvoir, les militaires africains ont proclamé leur intention de restaurer la démocratie et les libertés essentielles qui avaient été confisquées par ceux qu'ils ont renversés. Dans beaucoup de cas, les libérateurs d'hier sont devenus de dangereux liberticides qui ont, à nouveau, baillonné leurs peuples...

D.T. — Je vous arrête tout de suite. Nous n'avons pas pris le pouvoir pour le simple plaisir de nous installer dans les lits et les fauteuils de nos prédécesseurs. Si nous sommes intervenus c'était pour sauver la Nation d'un véritable bain de sang et, surtout, abrégé les souffrances sans nom de notre peuple qui, un quart de siècle durant, a enduré l'une des plus sanglantes dictatures que le continent ait jamais connues. Nous donnons au monde et à l'Afrique l'assurance que nous voulons instaurer une véritable démocratie et respecter scrupuleusement les droits de l'homme. D'ailleurs ce respect commence par nos propres prisonniers. Contre ceux-là mêmes qui ont meurtri les Guinéens dans leur chair, qui ont bafoué l'homme, qui ont foulé aux pieds les intérêts du peuple, il n'y a eu aucune exaction. Ils sont dans des conditions de détention normales et sont médicalement suivis.

AF. — Justement, M. le Premier ministre, des rumeurs font état du décès en prison de l'ancien ministre de la Défense, le général Lansana Diané, et de l'énucération de M. Ismaël Touré lors de son arrestation.

ailleurs. En dépit des appels lancés tant par le colonel Lansana Conté que par le colonel Diarra Traoré invitant les Guinéens à "bannir le racisme et le régionalisme pour construire une Nation forte et prospère", un certain malaise s'est fait jour dans certains milieux de la communauté peule de la capitale dès l'annonce de la composition du CMRN et du gouvernement.

Des cadres peuls de l'administration ou de la "diaspora" rencontrés à l'hôtel "Indépendance" de Conakry, estiment que leur communauté — sans doute la plus importante du pays — n'était pas

nir important peu. En Guinée, nous avons été traumatisés pendant vingt-six ans par un homme qui était lui-même le parti, qui en était l'essence et qui a suscité haines, méfiance et craintes, un parti unique peut être démocratique, mais lorsqu'il s'identifie à un seul individu qui en fait sa chose, il devient rapidement un instrument pour assoir un pouvoir personnel et despotique. Cela dit, nous jugerons en temps opportun des dispositions à prendre pour créer des structures propres à l'exercice des libertés y compris celle d'association. Un ou dix partis, la question n'est point à l'ordre du jour. Pour l'heure, il nous faut nous atteler à la mise en ordre des affaires de la maison.

AF. — M. le Premier ministre, le CMRN se refuse apparemment à fixer une échéance au terme de laquelle il devra rendre le pouvoir aux civils. Mais si l'on se réfère aux propos du chef de l'Etat, le colonel Lansana Conté qui, lors de sa première conférence de presse, le 8 avril dernier, s'était implicitement donné un délai de "25 ans pour faire de la Guinée un pays prospère", on est en droit de penser que les militaires resteront au pouvoir, au moins, jusqu'en l'an 2009. Je me trompe ?

D.T. — Hé ! vous allez un peu vite en besogne ! (rires) Vous m'embarrassez beaucoup. Beaucoup de gens nous ont demandé quand est-ce que nous comptons rendre le pouvoir aux civils. Vous avez vu ce qui s'est passé au Nigeria ? Cela se passe de commentaires. Dans la mesure où nous le jugerons nécessaire, nous remettrons le pouvoir à ceux qui seront capables de mener le pays au bonheur. Si c'est nous qui devons réaliser cet objectif, nous resterons aussi longtemps qu'il le faudra. Il n'y a pas, de raison qu'il en aille autrement. Militaires ou civils, nous sommes tous les fils du même pays, et notre préoccupation commune doit être de sortir le pays de cette situation pourrie.

Propos recueillis par Moriba MAGASSO



L'arrestation et la disparition de Diallo Telli sous l'ancien régime ont exacerbé la "question peule".

QUATRE COMPAGNONS

DE LA LIBERATION "

Parce qu'ils ont été propulsés aux avant-postes à la faveur du coup d'Etat qu'ils ont conçu et exécuté, les colonels Lansana Conté et Diarra Traoré ont naturellement capté l'attention de la presse internationale. Cet intérêt quasi-exclusif pour la seule personne du chef de l'Etat et celle de son Premier ministre, a rejeté dans l'ombre des officiers qui ont joué un rôle prépondérant sinon déterminant dans la réussite de la tentative du coup d'Etat. Voici quel-



Le capitaine Bayo

ques-uns de ces "compagnons de la libération" version guinéenne.

Le Capitaine Bayo

La quarantaine, le commandant de la Milice, membre du CMRN et ministre de la Jeunesse et des Sports, est universitaire de formation (professeur de mathématiques). Déjà commandant de la milice sous le régime de Sékou Touré, il avait eu maille à partir avec le responsable suprême de la révolution lors de l'attentat à la grenade à la "maison du peuple" à Conakry le 14 mai 1980 qui fit, on s'en souvient, un mort et plusieurs blessés graves. Il ne dut son salut qu'au courage dont il fit preuve en assumant, seul, la responsabilité morale de cet attentat attribué à des éléments de la milice.

Envoyé en "bénédiction" à l'intérieur du pays, il ne devait pas tarder à rentrer à Conakry pour se voir à nouveau confier la Milice qui avec ses 3.600 hommes est, avec la gendarmerie, le corps d'armes le mieux équipé et le mieux entraîné. Bayo qui jouit d'une excellente réputation (on loue volontiers son sérieux et son intégrité), est un travailleur acharné qui allie à un sens politique affirmé une bonne connaissance des dossiers.

Le Colonel Idrissa Condé

A cinquante ans passés, cet officier supérieur qui n'appartient ni au CMRN, ni au gouvernement, a une solide réputation de baroudeur attachée à ses faits d'armes en Angola où il commandait le corps expéditionnaire guinéen lors de l'invasion de ce pays par les troupes sud-africaines. Ce "héros de la guerre

suffisamment représentée dans les instances dirigeantes du pays. On ne dénombre, en effet, que cinq Peuls sur les vingt-cinq membres du CMRN et seulement neuf sur les 41 ministres et secrétaires d'Etat du gouvernement et qui sont essentiellement dans le social, les affaires religieuses ou le protocole. Ce malaise s'est accentué avec la nomination des gouverneurs de région. Parmi les 33 nouveaux chefs de l'exécutif régional ne figurent que quatre Peuls. Il n'en fallait pas plus pour que naisse une certaine frustration qui s'exprime, parfois, de façon agressive contre un Malinké ou un Soussou pour peu qu'il ait un conflit avec un Peul. L'épouse malinké d'un confrère de la RTG nous confiait récemment avoir été prise à partie au marché de Madina à Conakry par des bana-bana peuls qui n'avaient

d'Angola" comme l'appellent respectueusement les militaires guinéens, passe pour le libérateur de la ville de Lobito. Ce combattant aguerri qui est essentiellement un homme de terrain, était gouverneur général de la province de Nzérékoré où il avait sous ses ordres une très importante garnison dont le ralliement a parachevé le succès du coup d'Etat. Il a été confirmé à son poste, mais nul doute qu'il pourrait être appelé à exercer des responsabilités plus importantes.

Le Commandant Makan

Pratiquement le seul membre du CMRN à avoir refusé un portefeuille ministériel, cet officier supérieur qui commandait la gendarmerie (forte de près de 3.000 hommes), a joué un rôle clé dans la réussite du coup. Cet homme de terrain qui va gaillardement sur la soixantaine a une très forte personnalité qui lui vaut d'exercer une véritable fascination sur ses hommes. En dépit d'un niveau d'instruction assez moyen, ce militaire de carrière est une personnalité de poids connue pour sa rigueur.

Le Capitaine Baourou Condé

Actuellement ministre du Plan et des Statistiques, cet officier commandait au moment du coup d'Etat une unité dont le concours est absolument indispensable à la réussite d'une opération de ce type: les blindés. Sous des dehors assez falots se cache une froide sagacité qui devrait pouvoir s'exercer utilement à la tête d'un département aussi essentiel dans la réussite du redressement national que le Plan.



La milice féminine de la capitale. Le choc du coup d'Etat a donné lieu à des reconversions étonnantes !

munauté au sein du CMRN ne pouvait que s'en ressentir.

Le CMRN saura-t-il faire bloc pour affronter les épreuves à venir? L'ambition de quelques-uns de ses membres est de vouloir assumer seuls, la réalité d'un pouvoir qui est, pour l'instant, quelque peu collégial, où des divergences d'ordre politico-idéologique susceptibles de constituer des lignes de fracture pourraient remettre en question la belle et rassurante unité du moment.

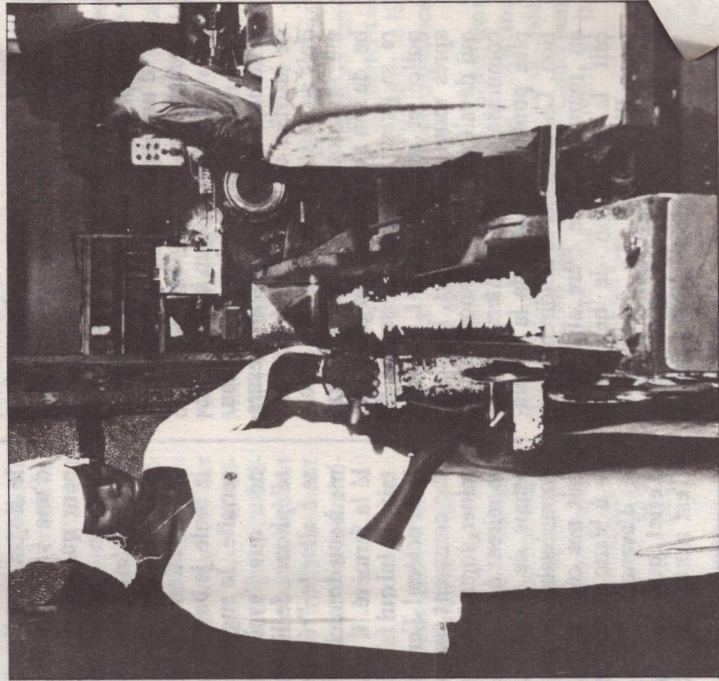
pas apprécié l'apreté qu'elle mettait à marchander un tube de pâte dentifrice. "Vous les Malinké, s'était-elle entendue dire, vous nous en avez fait voir de toutes les couleurs; il va falloir vous redresser". Cet incident n'est certainement pas isolé. Il est caractéristique de la frustration de toute une ethnie qui estime, à tort ou à raison, avoir été la communauté la plus touchée par la répression. Il est certain que beaucoup de Peuls qui vouaient une haine viscérale au dictateur guinéen avaient cédé à la tentation de faire un amalgame par trop facile entre le régime Sékou Touré et le pouvoir malinké, confondus dans la même réprobation.

Renforcer la paix sociale

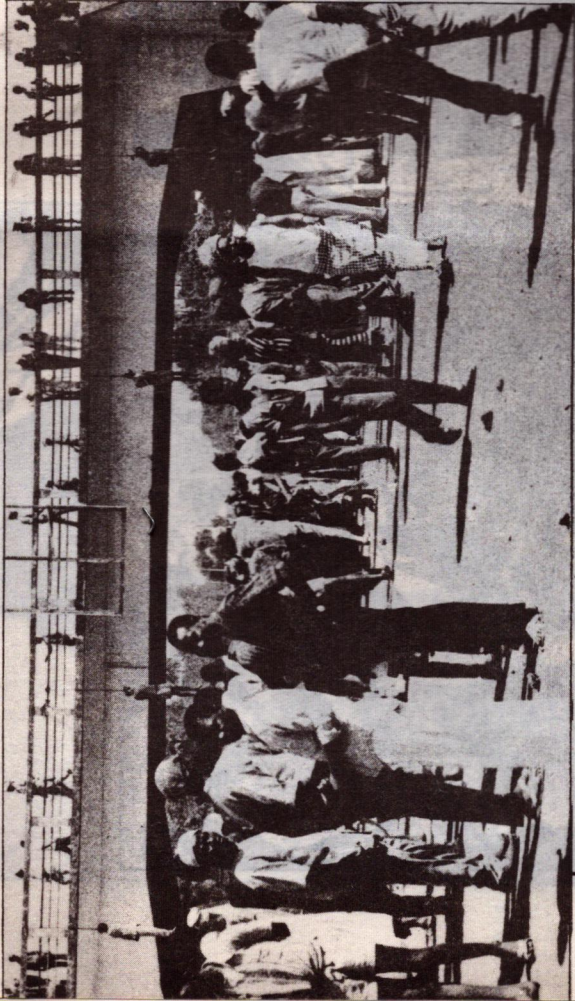
C'est un fait que la "question" peule, exacerbée par le défunt président lors de l'arrestation de Diallo Telli, s'est toujours posée en Guinée. Les nouveaux maîtres du pays auraient tort de l'ignorer qui seraient tentés de jouer à l'autruche. Il est certes louable de prôner l'unité nationale, de vouloir fondre toutes les communautés ethniques du pays dans le creuset de la Nation à laquelle Sékou Touré voulait donner vie fût-ce au prix d'un forceps. Mais le réalisme commande de tenir compte des différences particularismes qui traversent la société guinéenne qui est loin d'être homogène. A la décharge du CMRN, il faut dire que le pouvoir étant "kaki" et que l'armée ne comptant que très peu d'officiers peuls (le métier des armes n'a réellement jamais attiré les Peuls), la représentation de cette com-

Il faut espérer que les militaires guinéens qui font déjà preuve d'un sens très aigu des responsabilités et d'un patriotisme conséquent ne souffrent d'aucune ambiguïté, sauront, à l'approche du cap des tempêtes, maintenir fermement la barre dans la direction de l'objectif qu'ils se sont assigné à l'aube du 3 avril: faire le bonheur d'un peuple qui n'a que trop souffert et qui aspire, intensément, au mieux-être. ■

M.M. ▶▶



Relancer une économie sclérosée. Ci-contre l'usine nationale de Tabac et allumettes de Conakry: une des rares à fonctionner



Opposants pendus au pont « Fidel Castro » de Conakry. Les victimes de Sékou Touré se comptent par milliers.

LES DERNIERES VICTIMES DE SEKOU TOURE

Le premier témoignage sur les émeutes de Mamou. L'arrestation, la condamnation et l'exécution de cinq révoltés.

Nous avons recueilli le témoignage d'un haut responsable administratif et politique de la ville de Mamou qui fut le théâtre en mars dernier, d'une véritable émeute qui s'est soldée par la mort de dix personnes dont cinq exécutées publiquement, le 21 mars 1984, après un procès pour des raisons évidentes de sécurité à tenu à garder l'anonymat a joué un rôle majeur dans l'arrestation, la condamnation et l'exécution de ceux que l'opinion guinéenne tient aujourd'hui, pour les cinq dernières victimes de Sékou Touré.

"Le 3 mars au matin, les services de sécurité sur le qui-vive depuis la mesure de fermeture des frontières terrestres du pays décidée par le défunt président à la suite de l'annonce d'une agression imminente de mercenaires à partir de pays limitrophes, ont interpellé un individu suspect armé d'un long couteau. L'homme qui n'était pas en mesure de justifier de son identité fut conduit au poste et gardé à vue. Informé, sans doute par le téléphone arabe, de son arrestation, son grand-frère se présenta au commissariat de police et se porta garant. Relâché après moult discussions, l'homme qui devait rester à la disposition du commissaire pour un interrogatoire plus poussé, disparut de la circulation. Les policiers se rendirent alors au marché où le frère aîné exerçait la profession de bana-bana pour l'interrogation. Ce dernier qui n'était apparemment pas informé des projets de son cadet qui, il

vir le feu sur la foule qui avait pratiquement pris d'assaut le commissariat. Trois personnes s'écroulèrent mortellement blessées. On releva une dizaine de blessés dont deux devaient décéder plus tard à l'hôpital.

Prévenu immédiatement, le président, après nous avoir félicité pour la fermeté dont nous avions fait preuve, donna des instructions claires pour que toute nouvelle manifestation soit impitoyablement réprimée. Il donna l'ordre de rechercher et d'arrêter les meneurs. Cela me fut très aisé dans la mesure où j'avais reconnu parmi la foule, des visages qui m'étaient très familiers. Le soir même nous procédions à l'arrestation d'une trentaine de personnes parmi ceux qui nous avaient paru les plus excités. Célérité et sérénité, avait exigé le "responsable suprême de la révolution". Les choses ne traînèrent point. Les membres du tribunal populaire de Kindia, la ville voisine, qui avaient été chargés de la tâche de juger les accusés, n'allaient pas être accusés de faiblesse, ils eurent la main particulièrement lourde: cinq condamnations à mort dont une par contumace, dix à quinze ans de travaux forcés, cinq à sept ans et une dizaine de condamnations allant d'un à cinq ans de prison.

Le président qui rentrait de son voyage en Afrique du Nord, fatigué et déprimé par l'échec de sa mission de bons offices entre Rabat et Alger pour sauver le 20^e sommet de l'OUA, "son sommet", rejeta purement et simplement le recours en grâce introduit par les condamnés. Il me fut alors demandé de convoquer la population au terrain de football de la ville pour, officiellement, y tenir un meeting.

Un murmure d'horreur et d'indignation parcourut l'assistance lorsqu'elle vit débarquer d'un camion cinq poteaux vite plantés, rapidement suivis des cinq condamnés dont l'un chantait sans discontinuer l'appel à la prière du muezzin. Les préparatifs durèrent une bonne heure au cours de laquelle les suppliciés n'eurent même pas, dérisoire privilège, le réconfort moral d'un aumônier ou de leurs parents maintenus à distance par des gendarmes armés jusqu'aux dents. Tragique ironie: j'avais reconnu dans l'assistance, simple badaud parmi tant d'autres, celui-là même par qui tout est arrivé. Tout comme lors de son arrestation il n'avait pas l'air de réaliser ce qui se passait!"

Propos recueillis par Moriba MAGASSOUBA

POLITIQUE



CAMEROUN: ET MAINTENANT... ?

Par Paul
BERNETEL

Certaines conclusions hâtives ont été tirées. Des références hardies utilisées un peu rapidement et légèrement. Ainsi, le Cameroun, comme d'autres pays africains, serait la proie de «violents antagonismes ethniques». Au seuil d'une «guerre tribale généralisée». Et l'on évoque le Nigeria, le Tchad... Certains propos tenus par des responsables camerounais, dans le climat de tension qui a succédé aux événements et isolés de leur contexte sont inopportunistement ou insidieusement rapportés: pour justifier ces prophéties apocalyptiques.

Nous nous garderons bien d'entrer dans ce labyrinthe d'incohérences. Il ne résiste pas à l'analyse de la réalité camerounaise d'aujourd'hui. Pour bien cerner cette réalité et être en mesure, à la fois d'expliquer le passé et de dresser des perspectives sérieuses d'avenir j'ai fait appel à deux personnalités au tempérament et à la sensibilité totalement différents mais, et ce n'est pas un paradoxe, complémentaires.

L'un est un homme de terrain, un

journaliste. L'autre est un intellectuel camerounais: Daniel Ewandé, 49 ans, professeur de lettres classiques à Paris et chargé du fonds des lettres classiques du Centre Pompidou, un des hauts lieux de l'intelligentsia de la capitale française. Il vit en France depuis 35 ans et est l'auteur de *Vive le Président*, ouvrage publié chez Albin Michel en 1968 et récemment réédité par l'Harmattan.

Cet intellectuel, qui a vécu les événements de l'extérieur y réagit en tant que fils du Cameroun. Il bénéficie donc du recul et de la sérénité et se livre à une analyse sans complaisance mais sans agressivité inutile.

Ces deux témoignages permettent de mieux percevoir l'écart existant entre l'explication aujourd'hui donnée des tensions qui agitent le Cameroun et la réalité telle que la vivent et la ressentent les Camerounais.

Voici donc comment AFRICA, au-delà du bruit et de la fureur, tente de répondre à l'angoissante question: Et maintenant?